

**Séance ordinaire du
mardi 6 février 2024**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le six février, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Taslime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER.

Absents / Excusés :

Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Mise en accessibilité des Établissements Recevant du Publics (ERP) du
patrimoine immobilier communal - Mandat de Maîtrise d'ouvrage déléguée entre
la Ville de Montpellier et la SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité
(CRAC) - Exercice 2022 - Avenant n°2 - Approbation**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la loi n°2005-102 du 11 février 2005, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, créant obligation aux gestionnaires d'Établissements Recevant du Public (ERP), de mettre en accessibilité leurs bâtiments, la Ville de Montpellier par délibération du Conseil municipal du 29 septembre 2015, approuvait la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'ap), validé par la Préfecture le 31 décembre 2015. En s'inscrivant dans ce dispositif dérogatoire, en application de l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014, la Ville a ainsi pu bénéficier de la possibilité de mettre ses bâtiments en conformité par le biais d'une programmation pluriannuelle de réalisation des travaux. La période de réalisation, inscrite dans l'agenda programmé de mise en accessibilité, porte sur une période allant de 2017 à 2024.

Dans cet objectif, la Ville de Montpellier, par décision n°2016/0238 du 23 août 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, a confié à la SA3M le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour

l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage, entré en vigueur à la notification le 3 octobre 2016.

Par délibération n°V2017/416 du 23 novembre 2017, un avenant n° 1 a été approuvé pour le versement d'une avance remboursable supplémentaire de 850 000 €, portant le montant total des avances à 880 000 €.

En 2018, 21 sites ont été mis en conformité accessibilité et 37 ERP au cours de l'année 2019. En 2020, toutes les études du programme annuel de mise en accessibilité des 27 ERP ont été réalisées. Néanmoins, compte tenu des contraintes liées à la crise sanitaire, seuls 10 sites ont pu être mis en conformité accessibilité sur cette période. Sur l'année 2021, les travaux de mise en accessibilité ont été réalisés sur 34 sites et sur 24 sites en 2022, portant ainsi le nombre total de sites mis en accessibilité au 31 décembre 2022, à 129.

Pour l'année 2023, le programme du mandat est amené à évoluer. En effet, le mandat confié à la SA3M prévoyait la réalisation de travaux de mise en accessibilité d'une partie de son patrimoine immobilier bâti, comprenant 238 ERP, dont la réalisation est inscrite dans l'Ad'ap sur une période allant de 2017 à 2024.

Par délibération n°V2021-372 du 30 novembre 2021 la Ville de Montpellier a formalisé ses investissements dans une programmation pluriannuelle d'investissement (PPI) pour la période 2021-2026. Par effet de bord, la liste des bâtiments à mettre en accessibilité a été impactée par la construction et/ou la réhabilitation d'équipements inscrits dans des projets à plus large spectre. Aussi, certains sites du programme initial ont été reconsidérés quant à la nature et à l'ampleur des travaux et d'autres sites ont été intégrés ou retirés du mandant initial. Cet impact vient ainsi modifier le mandat confié à la SA3M en 2016 en ce qui concerne la réalisation des travaux de mise en accessibilité du patrimoine bâti de la Ville.

Ainsi, le programme fait donc l'objet d'un avenant n°2, dans lequel sont prévues, d'une part, la mise en accessibilité de 202 ERP, au lieu de 238 comme initialement prévue, dont 13 ERP faisant l'objet d'une intervention réduite ; d'autre part, la modification de la durée du mandat, qui devait prendre fin le 31 décembre 2024, en proposant une prorogation jusqu'au 31 décembre 2025, afin de permettre le parfait achèvement des prestations. Par conséquent, le montant initial du mandat est diminué de 4 949 000 € TTC et passe ainsi de 29 070 000 € TTC à 24 121 000 € TTC tenant compte de la proposition d'avenant n° 2 à l'appui du présent compte rendu annuel à la Collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité arrêté au 31 décembre 2022 de l'opération de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier communal, qui a été établi par la SA3M ;
- D'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2022 ;
- D'approuver les termes de l'avenant n° 2 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Mustapha LAOUKIRI, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Alban ZANCHIELLO.

Fait à Montpellier, le 16 février 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 20 février 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 02993_CRAC_2022_VD.pdf
- 02993 CRAC 2022 BILAN DETAIL.pdf
- 02993 CRAC 2022 BILAN SYNTHÈSE.pdf
- Avenant2.pdf
- Enveloppe financière mandat avenant 2.pdf
- Enveloppe financière mandat initial.pdf
- Liste sites adap annexe avenant 2.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240206-257663-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/02/24
Réception en Préfecture : 19/02/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.